

LA PAIX LE PLUS GRAND DES COMBATS - suite -

Ceux qui s'entendent si bien pour régler l'ordre démocratique. Nos peuples ont besoin d'égalité du monde à la place de tous, encouragent le devant le droit international comme dans le droit commerce des armes, le contrôle des ressources au développement, le partage des ressources et pétrolières ou gazières et des richesses de des richesses, et la démocratie. Nous avons continents entiers – comme celles de l'Afrique l'impérieux besoin d'une ONU refondée, dont les pays, à cause des politiques d'ajustement démocratisée, avec un Conseil de sécurité élargi structurel, ne peuvent pas endiguer l'épidémie et ses principes fondateurs, son rôle et ses d'Ebola, et avec lesquels notre solidarité devrait instances, notamment l'Assemblée générale, se manifester plus que jamais. réaffirmés.

Et, pour contenir la menace terroriste, nous La Guerre froide est terminée, l'OTAN ne devrions aussi intervenir militairement. Mais devrait même plus exister. Cette organisation d'où sortent ces forces obscures comme l'État politique et militaire est un anachronisme qui n'a islamique qui décime un peuple entier ? aucune légitimité au regard du droit international, et de la Charte des Nations-unies.

N'ont-ils rien retenu, ces dirigeants, des La France n'a rien à faire, rien à gagner dans interventions en Afghanistan, en Irak, en Libye ? cette alliance qui la prive de son indépendance Lequel reconnaîtra qu'ils ont joué délibérément politique et diplomatique, et qui l'entraîne sur avec le feu en en faisant des alliés de tous les sentiers de la guerre.

Il n'est pas de réponse simple mais des choix progressistes et démocratiques qui ont besoin de possibles : soit la concurrence, l'injustice et la notre solidarité, en laissant des puissances régionales leur fournir des armes et des hommes, domination, soit l'égalité, la coopération et la en contribuant à faire tomber en déliquescence des États entiers, en promouvant le solidarité.

En juin dernier, c'est ce qu'ont exprimé les 133 confessionalisme et le communautarisme tout pays du Sommet du G77+Chine en s'engageant ensemble pour un « nouvel ordre mondial du en ponctionnant les richesses de ces pays.

Et maintenant ils suggèrent de recommencer ! Mais leur responsabilité est d'inventer des solutions politiques nouvelles.

Ce monde est dangereux car il est profondément inégalitaire, et que les fanatiques se nourrissent d'abord de l'injustice, des inégalités et de leur cortège d'humiliations. Ils profitent du vide laissé par des États défaillants, corrompus, et des blessures de sociétés divisées.

Les enjeux du développement, ceux des biens communs universels, de l'éducation, de la santé, de la souveraineté et sécurité alimentaires, du droit à l'énergie sont, avec le désarmement, à la fois le chemin de la paix et son fruit.

Ce monde est dangereux car il n'est pas

Le 21 septembre, journée mondiale de la paix, redisons avec Jaurès :
« La grande paix humaine est possible ! »

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
E-mail : _____ Tél : _____

Parti communiste français : 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris - Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr

LA PAIX

LE PLUS GRAND DES COMBATS

« Aujourd'hui, l'affirmation de la paix est le plus grand des combats ». Nous sommes des millions à être inquiets et révoltés. Inquiets de voir la guerre et les humiliations se répandre ; inquiets de voir la barbarie progresser ; et révoltés de voir les dirigeants des premières puissances mondiales, parler depuis 20 ans de « lutte contre le terrorisme » et employer toujours les mêmes méthodes, à commencer par les interventions militaires



21 SEPTEMBRE

**JOURNEE MONDIALE
POUR LA PAIX**



L A P A I X L E P L U S G R A N D D E S C O M B A T S

Proche-Orient

La région doit sortir de l'impasse dans laquelle elle est précipitée : une véritable conférence internationale sous égide des Nations unies doit être organisée avec les représentants de tous les

Irak

La seule issue est d'engager, sous l'égide de l'ONU, la construction d'un projet politique pour contrer tous ces groupes djihadistes violents, véritables ennemis du droit humain.

Il s'agit de mettre en œuvre une nouvelle politique qui assèche le terreau sur lequel ils sont nés et ont prospéré :

- en démantelant les réseaux régionaux et internationaux de soutien en argent, hommes et armes, y compris de la part d'États alliés des États-Unis aujourd'hui engagés dans sa coalition militaire,

Syrie

La guerre et son cortège de victimes et de destructions n'ont que trop duré. Les experts internationaux l'ont confirmé : il ne peut y avoir de vainqueur dans ce conflit, il n'y a pas d'issue militaire. Cette guerre sans espoir a fait 191 000 morts et 9 millions de déplacés et d'exilés et nourrit le terrorisme.

La menace que représente l'Etat islamique en Irak devrait précisément conduire à créer les conditions d'un cessez-le-feu en Syrie et de

Palestine

Le peuple palestinien et ses représentants demandent le respect du droit international, la reconnaissance au côté d'Israël de l'État palestinien dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale, le droit au retour des réfugiés sur la base de la résolution 194 de l'ONU.

Des villages palestiniens ont choisi la lutte populaire et non-armée, ils sont approuvés par l'ensemble des partis politiques palestiniens et soutenus par des militants anticolonialistes israéliens. Soutenons la campagne non-violente BDS international [Boycott Désinvestissement Sanctions], campagne internationale initiée en

États de la région et parmi ses priorités aboutir enfin à la dénucléarisation effective du Proche-Orient.

- en garantissant la mise en œuvre de politiques de développement en faveur des populations maintenues dans la pauvreté alors que le pays est si riche,

- en aidant à la construction d'un État, civil et démocratique, et en refusant le système politique fondée sur les appartenances confessionnelles et ethniques, dans un Irak uni, souverain et durable.

C'est au peuple irakien de décider démocratiquement de son avenir sans ingérence de puissances étrangères.

négociations politiques. Tout devrait être mis en œuvre sur le plan politique et diplomatique par la France pour appuyer l'action du nouvel émissaire de l'ONU et faire pression sur les belligérants – et leurs alliés respectifs – pour parvenir à un accord entre le gouvernement syrien et une opposition rassemblée dans toutes ses composantes ; accord incluant les réformes sociales, économiques et démocratiques exigées à l'origine par la contestation populaire de mars 2011

2005 par 172 organisations palestiniennes. Exigeons des entreprises françaises de ne pas collaborer avec les entreprises israéliennes implantées illégalement dans les colonies.

La politique brutale et irresponsable de son gouvernement est un obstacle à la paix, son armée a commis des actes de guerre. Israël doit être sanctionné et l'UE doit immédiatement suspendre son accord d'association tant que ce pays, qui colonise et occupe le peuple palestinien, agit en violation des Droits de l'homme.

Convergence de toutes les actions de solidarité : le 18 octobre à Paris

Solidarité avec les Kurdes

Les populations kurdes ont un besoin urgent d'aide humanitaire en Irak, à Rojava (Syrie) et en Turquie.

Face à la barbarie de l'EI, il convient de faire cesser l'aide militaire, financière, technologique et logistique dont les terroristes bénéficient de la part du Qatar, pourtant allié de l'OTAN, et de la Turquie qui en est membre.

L'urgence est de sortir le

Europe

Le sommet de l'OTAN de Newport, les 4 et 5 septembre sous la pression de Washington a créé une force de réaction « très rapide », identifiée comme son véritable « fer de lance » capable de mobiliser une force de 800 hommes en 48 heures et quelque 5 à 7 000 soldats dans les 5 à 7 jours, et ce partout dans le monde.

Cette nouvelle NRF s'installera dans les pays Baltes, en Roumanie et en Pologne, pays limitrophes de la Russie. Ces décisions sont lourdes de menaces pour la paix. Cela entraînera

Ukraine

L'Accord d'association UE-Ukraine a été adopté par le Parlement européen dans une procédure d'urgence mais n'a pas été soumis au débat et au vote du peuple ukrainien. De conception ultralibérale, il cause de profondes fractures dans le pays. Il fait partie d'un plan plus vaste des États-Unis, de l'UE et de l'Otan pour faire de l'Ukraine l'objet d'une confrontation géostratégique avec la Russie.

Cette politique de tension entraîne des sanctions de part et d'autre du continent, mine les économies et concoure à exacerber les nationalismes. Une autre politique est possible :

PKK de la liste des organisations terroristes de l'Union européenne et des États-Unis car cette formation est en première ligne pour défendre les minorités ethniques ou confessionnelles ainsi que les valeurs universalistes des droits de l'Homme.

Enfin l'autonomie des régions kurdes doit être consolidée, elle constitue un socle pour l'établissement d'une paix durable.



une nouvelle et folle course aux armements.

Alliance d'un autre âge, l'OTAN doit être dissoute pour laisser la place à des cadres de coopération et de sécurité commune sans exclusive, notamment avec la Russie.

La France et les pays Union européenne doivent se libérer du

carcan de l'OTAN en sortant de cette alliance pour pouvoir définir en toute indépendance et souveraineté leur politique étrangère, et la politique de défense commune de l'UE.

c'est l'Europe de l'Atlantique à l'Oural dans un espace de sécurité commune.

La priorité doit être mise sur l'arrêt total des opérations militaires en Ukraine et l'ouverture de véritables négociations prenant en compte les droits et intérêts de tous les Ukrainiens.

Il faut aussi relancer un processus de normalisation durable des relations entre l'UE et la Russie, par le biais d'une conférence de paix et de sécurité en Europe, permettant d'aller vers un nouveau système de sécurité collective et préventive.